M 1669 - N°908 - 11 F - Février 1992 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

la fiche rose (pink slip) est en fait un avis de licenciement

(dessin de Ohman publié dans Oregonian)

M1669 - 908 - 11,00 F

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : ... 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

AU SOMMAIRE DE CE N° 908

***ÉDITORIAL**

page 3 Pour une véritable démocratie
par M-L Duboin

*** ACTUALITÉS**

page 4 Et à l'ouest, quoi de nouveau?
par André Prime
page 5 lu, vu, entendu

page 6 des chiffres:
calcul redistributiste
la triade

*** RÉFLEXIONS**

fantaisistes page 8 le roi des fous
par R.Magdane
financières page 9 supprimer les intérêts?
par G. Lasserre
philosophiques page 11 repères pour un autre monde
par G.Dittmar
poètique page 12 Prise de conscience
par A.Chantraine

*** LECTURES**

page 7 Méchant mais pas bête
par A.Prime
page 12 Fossiles et Utopistes

*** TRIBUNE LIBRE** page 8 Démocratie éconmique
par L.Gilot
Réunion du Gatt
par H.Muller
Chômage
par H.Brévançon

*** COURRIER** page 15

*** RÉSUMÉ DE NOS THESES**
page 16 **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**

Téléphone
les mardi et jeudi
l'après-midi seulement

(16) 1 30 71 58 04

Minitel

36 14
code CHEZ*REIN

◊ Pour votre propagande,

.deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI *et* **LES YEUX OUVERTS**

toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

.une brochure à faire lire :

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

◊ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◊ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

brochure de 36 pages par André PRIME, (20 F, franco).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal..

Pour une véritable démocratie

Peut-être est-ce l'énorme espoir que suscita l'arrivée de la gauche au pouvoir qui explique le désenchantement actuel. Beaucoup de gens pensaient alors que "ça allait changer" et s'aperçoivent aujourd'hui que les changements opérés (il y en a eu beaucoup et dans tous les domaines), ne sont pas suffisants.
Alors qu'il fallait tout changer, on a fait des réformes.
La réaction populaire est simple : elle consiste à conclure que tous les politiciens sont des incapables et des arrivistes.
C'est d'ailleurs bien sur cette réaction simpliste que s'appuie Le Pen et sur laquelle il compte pour monter en puissance.
Et le risque est gros qu'il y arrive.

Les distributistes ne tomberont pas dans le panneau. La gauche parvenue au sommet du pouvoir politique ne pouvait rien contre le pouvoir économico-financier, sinon le servir, ce qu'elle a fait, pour se maintenir. Et il en sera ainsi tant que l'opinion publique n'aura pas compris que le véritable pouvoir, le seul qui compte en fait, est d'ordre économique, et qu'il est entre les mains de ceux qui tiennent les rênes de la finance, c'est-à-dire des banques.

Le véritable et nécessaire changement passe par cette prise de conscience de la population, à tous les niveaux.
Le moyen de parvenir, sans révolution violente, au contrôle démocratique de l'économie, est l'établissement du *contrat civique* entre les citoyens d'une part et suivant l'envergure du projet, les collectivités locales, régionales, nationales ou européennes.
Comme nous l'avons montré précédemment (1) , ces contrats peuvent non seulement faire jaillir les initiatives individuelles ou collectives, développer le sens des responsabilités et favoriser les entreprises nécessaires, mais aussi aider à la prise de conscience des mécanismes financiers et par là même, constituer la transition vers l'économie distributive.
Que chacun fasse ainsi savoir ce qu'il est capable d'apporter aux autres, qu'il en explique l'utilité, qu'il définisse les moyens dont il a besoin pour atteindre ses objectifs, qu'il montre que ces moyens sont matériellement réalisables et qu'il fasse une évaluation du budget nécessaire. Du coup, apparaitra clairement à tous où sont les freins qui bloquent, où sont prises les décisions économiques essentielles et où se situe la cause de l'état catastrophique dans lequel sont plongés les deux tiers de l'humanité qui souffrent de sous-développement alors que les moyens de leur procurer une vie décente sont désormais à portée.

La véritable démocratie ne réside pas uniquement dans le vote politique, le seul qui existe. Elle réside aussi dans un vote économique qu'il faut instituer au plus vite par le contrat civique.

Marie-Louise DUBOIN

————

(1) Voir GR n° 901, 903 et 906, ce dernier contenant un questionnaire de réflexion ouvert à tous.

Pour lui souhaiter la bienvenue, l'équipe de la Grande Relève offre désormais, à chacun de ses nouveaux abonnés, l'une des brochures présentées page précédente.
Préciser le choix en envoyant l'abonnement.

Et à l'Ouest, quoi de nouveau ?

Par André PRIME

Ce qui "ronge" notre Président

La principale liberté pour les chantres du libéralisme semble être, surtout en ce moment, celle de licencier :

- les 2/3 des effectifs de la "5". Parions que ni Lagardère, ni Sabouret ne se retrouveront aux Restos du Cœur!
- 4800 licenciements à la SNCF.
- 600 pilotes au chômage.
- *"Plan social"* (entendre "licenciements") étudié chez Renault pour 1992.
- Les quelque 300 métallurgistes, qui restaient encore en activité sur le site d'Uckange en Moselle, vont être licenciés. Sur la commune de 10.000 habitants, sinistrée depuis longtemps, 600 logements ont été ou vont être démolis.

Bravo, Monsieur le Président, vous qui voulez sans doute qu'on vous croie lorsque, des trémolos dans la voix, - à défaut d'émotion véritable - , vous dites à Anne Sinclair (7 sur 7 le 15 décembre) : *"Le souci du chômage me ronge"*. 1,3 millions de chômeurs de plus sous votre règne ne vous ont pas conduit apparemment à la *"sinistrose"* que vous reprochez aux Français en leur serinant : *"L'Europe, l'Europe, l'Europe"*.

L'incantation n'a pas dû avoir l'effet recherché, puisque le 22 décembre, votre cote avait encore baissé de 4 points : 22 % de satisfaits, c'est juste le pourcentage réalisé par les socialistes aux Européennes. Vous, qui êtes fin lettré, devriez savoir que la sinistrose - de senestre, gauche - est une maladie qui atteint particulièrement la gauche ! Une gauche tellement cocufiée…Vous comptez sur l'Histoire pour prendre la mesure de votre œuvre : de là-haut, vous risquez d'être déçu.

Et ce n'est pas le premier secrétaire du PS qui sauvera le règne avec ses redondances, lors du discours de clôture du dernier congrès PS : *"Cher Michel, Cher Laurent, Cher Lionel"…*(sic) *"On méprise les grands desseins,* disait Vauvenargues, *lorsqu'on ne se sent pas capable de grands succès"*.

Le coût du chômage

Dans l'EDJ du 21 novembre, on retrouve le chiffre avancé par Alain Juppé, dans une émission "*La marche du siècle"* :400 milliards de francs. Cela semble énorme. Le budget global 1991 était d'environ 1.500 milliards. Le coût du chômage représenterait donc 27 % de ce montant.

Il est difficile de se faire une idée au regard des grands chapitres du budget :

- Administration :167 milliards (part de l'ANPE ?),
- Action économique et logement : 225 milliards,
- Collectivités locales :162 milliards,
- Solidarité emploi :136 milliards.

On n'est donc sûr, comme base, que de ce dernier chiffre, mais les ramifications du fléau *"chômage"* sont telles (1) qu'on peut prendre un chiffre se situant dans une fourchette de 270 à 300 milliards. Même si les dépenses chômage n'étaient que de 136 milliards, cela représenterait 48.570 F. par chômeur et par an. Avec 300 milliards, on dépasse 100.000 F.

Question : avec de pareilles sommes, un gouvernement "*de gauche"* peut-il faire preuve d'imagination et de courage, par exemple en faisant des investissements non productifs, d'intérêt public, en créant des postes d'enseignants, d'infirmières, etc... en incitant au besoin, pendant une période de transition et sous conditions, des entreprises à réduire le temps de travail et à embaucher ; bref en transférant le coût énorme du chômage à une société d'emplois pour tous et de loisirs; et ce, même en régime marchand.

Mais sans doute est-ce trop demander à ceux qui au lieu de nous *"diriger"*, *"nous mènent"*, comme ce triste *"Pinay de gauche"*, satisfait de lui-même, de son taux d'inflation, d'une économie qui ne sait même pas où est son intérêt : distribuer plus de pouvoir d'achat pour vendre plus.

74.000 licenciements

Au moment où General Motors annonçait 74.000 licenciements et la fermeture de 21 usines, Bush, tombé à moins de 50 % d'opinions favorables, martelait dans un discours incantatoire : *"jobs, jobs, jobs"*. Ce *"job"* en rappelle un autre de sinistre, et de cynique mémoire, celui de James Baker à qui on demandait au moment de la guerre du Golfe : *"Pourquoi faut-il faire cette guerre ?"*. Il répondit : *"Si vous voulez résumer la réponse en un mot, c'est les emplois"*. (2)

Eh bien, cette guerre, sur laquelle l'Amérique comptait pour relancer l'économie, n'a pas amélioré l'emploi. Un an après, Diogène-Bush se promène avec sa lanterne... à la pêche aux voix.

Déjà en 1980-82, General Motors n'avait pas hésité à licencier 170.000 ouvriers, ce qui lui avait permis de voir revenir ses bénéfices : 3,7 milliards de dollars en 1983, 4,6 en 1988 (11 usines fermées entretemps). Mais les Japonais ne cessent d'accroitre leurs ventes de voitures aux Etats-Unis : de 31 % du marché en 1990, elles progressent encore de 6 à 7 points en 1991. D'où chute des ventes de General Motors (et d'autres !) qui annonce une perte de 2,2 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1991.

Toute l'économie libérale *"déréglementée"* des Etats-Unis étant plus ou moins sinistrée à l'image de General Motors, on comprend que Bush, à un an à peine des élections présidentielles, martèle : *"Des emplois, des emplois, des emplois !"*. Plus difficile que de faire la guerre...

Qu'on nous explique !

Les perspectives de l'OCDE pour 1992 font apparaitre presque partout à la fois une croissance en volume de la production et une croissance du chômage. Exemples:

- France : production + 2,1; Chômage + 0,6.
- Grande-Bretagne : production +2,2 ; Chômage + 1,2.
- Allemagne : production + 1,8; Chômage + 0,4.

Les économistes distingués continueront à clamer que l'investissement productif crée des emplois (le fameux

"Les investissements d'aujourd'hui sont les emplois de demain" seriné il y a plus d'une décennie). C'est cette contre-vérité permanente qu'il nous faut dénoncer sans relâche, chiffres à l'appui. C'est un argument irréfutable en faveur de nos thèses.
Des investissements non productifs (ce qui n'a rien de péjoratif, au contraire), en revanche, créeraient des emplois : routes, écoles, hôpitaux, logements sociaux, crèches, etc... mais pour cela, l'argent, nous dit-on, manque (voir plus haut le coût du chômage). Et pour le budget de la Défense, manque-t-il ?

Escroquerie générale

A peine avait-on annoncé que les assurances participeraient à hauteur de 1,2 milliards sur les 12 que coûteront les indemnisations aux victimes du Sida, que la plupart des Compagnies annonçaient des hausses de tarifs pour 1992 allant jusqu'à 10 et 15 %. En jurant leurs grands dieux que cela n'avait aucun rapport avec le 1,2 milliard-Sida !
Seule réaction de Bérégovoy : ses services recommandent *"la plus grande vigilance aux consommateurs qui doivent faire jouer la concurrence".* Ponce Pilate : il faut en effet savoir que les assurances n'entrent pas dans les produits qui servent à l'INSEE à mesurer l'indice d'augmentation du coût de la vie. Alors Bérégovoy n'a *"rien à cirer"* de leurs augmentations (3).*"Faire jouer la concurrence".* J'ai sous les yeux la lettre qu'un grand patron d'assurances a envoyée à tous ses employés en fin d'année. On peut lire, pour expliquer la baisse - relative - des profits : "*Le marché des entreprises, toujours marqué par une concurrence débridée..."* et plus loin : *"La baisse en assurance-vie et capitalisation... s'explique.. par la concurrence chaque jour plus vive, de nouveaux réseaux à très bas coûts de distribution".*
Si on écoute les Conseils des services de Bérégovoy, on va mettre en concurrence des pauvres assureurs qui se plaignent déjà d'être malades de leur concurrence entre eux. Une sorte de concurrence au carré ! Les bons citoyens que nous sommes ne sauraient se livrer à un tel jeu de massacre. Nous paierons ... sous peine de n'être plus assurés.

—-

(1) Sur les recettes et dépenses Sécu par exemple.
(2) News Week du 26 novembre 1990.
(3) Ou plutôt si : trois grandes compagnies - GAN, UAP, AGF - étant nationalisées, l'Etat a tout à gagner à des augmentations de tarifs, surtout si celles-ci ne jouent pas sur l'indice des prix.

"Quelle connerie la guerre !"

Dans le très beau film de Tavernier :*"La vie et rien d'autre"*, la lettre qu'envoie, à la fin du film, Philippe Noiret à Sabine Azéma, se termine ainsi : *"Au rythme du défilé du 14 juillet sur les Champs-Elysées, qui dure deux heures, j'ai calculé qu'il aurait fallu 11 jours et 11 nuits pour que tous les morts de la Grande Guerre défilent".*
La guerre n'est pas seulement une connerie, c'est aussi un crime contre l'humanité.

***

Toujours les armes

Le poète, l'écrivain, l'ancien opposant qui connut la prison, est maintenant président de la Tchécoslovaquie. Il y a quelque temps, Vaclav Havel déclarait : *"Il n'est pas question de diminuer la production d'armements indispensable à l'économie de la Tchécoslovaquie".* Eh oui, lui aussi... comme Mitterrand qui, en 1981, avait symboliquement fait désarmer les avions pour sa visite au Bourget et ne fit par la suite qu'amplifier les ventes d'armes, notamment à l'Irak. La Tchécoslovaquie fabrique beaucoup d'armes ; elle en vend beaucoup : en économie de marché, il faut vivre, y compris des armes… En attendant d'en mourir !

C'EST TALLEYRAND QUI LE DIT :
"Un mécontent, c'est un pauvre qui réfléchit".

***

***

Avez-vous fait le calcul ?

SIDA. 12 milliards pour indemniser les victimes. Presque trois fois le montant du RMI ! Et cela pour 5.000 victimes seulement…pour commencer. Cela représente plus de 2 millions par victime. A comparer avec ce que les responsables du drame proposaient aux victimes : 100.000 F. contre engagement signé de ne pas "attaquer".
Ce qu'on aimerait savoir, c'est combien aurait coûté, en 1985, de "chauffer" les stocks de sang contaminé. Sûrement pas - et de loin sans doute - 12 milliards. Bravo les responsables. "Responsables, mais non coupables" c'est ainsi que Georgina Dufoix a établi sa ligne de défense. Encore un procès qui finira aux oubliettes... Après l'auto-amnistie des députés, plus rien ne peut nous étonner.

***

Le siècle des "lumières"

Einstein constatait amèrement, à la fin de sa vie, qu'il était plus facile de désintégrer l'atome que de changer la façon de penser des hommes. Nous faisons le même constat avec l'Economie Distributive : c'est qu'on est en droit de se demander si des responsables, même de haut niveau, ont vraiment un cerveau d'homo sapiens. Augusto Forti, secrétaire général adjoint de l'Organisation du développement industriel des Nations Unies, a déclaré, en 1991, à Venise, au Symposium célébrant le 400e anniversaire de la nomination de Galilée à la chaire de mathématiques de Padoue : *"Il est important de redécouvrir Galilée et non pas tant, parce que... etc.. Galilée et Newton représentaient le triomphe du déterminisme. Leurs idées nous ont conduits à la catastrophe du marxisme et nous ont menés à la fin de la civilisation industrielle"*!!!
Il est vrai que Reagan demandait bien qu'on enseignât la version biblique de la Genèse, aussi valable, selon lui, que la théorie de Darwin.

Simple calcul redistributiste :

Dépenses de l'Etat ayant bénéficié à l'agriculture en 1990, en millions de Francs :

Ministère de l'agriculture et de la forêt	37 542,9
Budget annexe des prestations sociales agricoles	50 232,0
Comptes spéciaux du Trésor	1 924,8
Part française des dépenses agricoles de la CEE	42 600,0
Détaxe du carburant agricole	75,0
Aides de l'Etat versées aux agriculteurs	13 897,0

Population agricole familiale (qui vit/ou travaille sur les exploitations agricoles, c'est-à-dire chefs d'exploitation **et** membres de leurs familles).....3.259.000 personnes
Une répartition égalitaire de ces dépenses entre **tous** les membres d'une exploitation agricole conduirait à attribuer 146.271,7 millions / 3.259.000 = 44.882 Francs par an, soit 3.740 Francs par mois **à chacun** d'eux.
Une famille agricole de quatre personnes recevrait donc 14.960 Francs par mois, c'est-à-dire beaucoup plus que le revenu de la grande majorité des agriculteurs!

J-P MON

(°) cette somme ne tient pas compte des dépenses faites pour l'agriculture par d'autres ministères : recherche (2.609 MF), aménagementent du territoire (305 MF), Intérieur (331,8 MF) que l'on considére comme des investissements indispensables.

Energies

Le potentiel annuel d'énergies alternatives, hydraulique, éolien, solaire, biomasse, susceptibles d'être obtenues avec les techniques existantes, représente environ 40% de la consommation annuelle mondiale. Dans certains pays il peut même atteindre 85 %.

(Le Monde, 10 décembre 91)

La commune suisse de Brienz, dans les Grisons, riche de 130 habitants, est aussi riche de 144 m2 de panneaux solaires installés. C'est 45 litres de pétrole, par an et par habitant ainsi économisés.

***

Energie éolienne

Lors de la conférence de presse devant lancer la "European Wind Energy Conference" qui s'est tenue à Amsterdam du 14 au 18 octobre 1991, il a été démontré que l'énergie éolienne, à elle seule, peut produire de par le monde, y compris en installations off-shore, deux fois plus d'énergie que celle dont le monde a besoin.
D'Avril à Août 1991, 89 éoliennes d'une puissance unitaire moyenne de 209 kW ont ajouté 32,1 MW au réseau électrique du Danemark. Ce pays comptait au total 2.142 éoliennesen Septembre dernier, L'Allemagne en avait 286 en Juin, débitant 36,4 MW, la Belgique en a moins de 30.

***

Coût de l'électricité

Le Worldwatch Institute, se basant sur le National Engineering Laboratory donne les coûts des sources d'électricité renouvelables : prix au kWh, amortissement compris, en 1988. Vent : 2,88 FB. Géothermique : 1,44 FB. Photovoltaïque : 10,80 FB. (en 1980 cela coûtait 122 FB:kW). Solaire via thermique : 2,88 FB. Solaire avec receveur central : 5,76 FB. Biomasse : 1,80 FB.

***

Electricité de France dépense, depuis mai 1991, 73 millions de FB pour faire partager son succès avec le public. 61 millions sont allés à la pub dans les journaux et magazines avec le message : *"En France, trois ampoules sur quatre éclairent à l'électricité nucléaire*".

Trois compagnies électriques californiennes vont construire une centrale électrique solaire de type "avancé" . Elles ont déclaré qu'une telle centrale, d'un coût de 207 millions de Francs, génèrera 10 MW. Le principe (qui rapelle celui de la centrale d'Odeillo, dans les Pyrénées Orientales) consiste à utiliser des miroirs géants pour concentrer les rayons solaires sur du sel fondu, celui-ci évapore l'eau en faisant tourner des turbines.

***

Armement

L'Allemagne va financer et construire deux sous-marins destinés à Israël. C'est 17 milliards de FB qu'encaisseront Howaltswerke Deutsche Werft, de Kiel et Thyssen Nordseewerke, d'Emden. Du type *"Dolphin"* et capables de lancer des missiles Cruise, ces sous-marins seront équipés, par les USA et Israël, pour valoir finalement 20,52 milliards de FB.

(The Middle East, août 91) .(transmis par Tam-Tam)

La triade

(Etats-Unis, Communauté Européenne, Japon)

Chiffres 1990

	E.U	C.E.	Japon
Population en millions	251	328	124
P.N.B. (1)	5391	6010	2942
Exportations (1)	393	526	287
Consommation dénergie(2)	1974	1191	436
Capitalisation boursière en août 91 (1)	3350	2040	2841
Dette publique(1)	1796	2022	874
Dette moyenne par habitant :			
% de votes du FMI (2)	19,6	28,9	6,1
% de votes à la B.M.	15,1	29,7	8,7

(1) en milliards de dollars
(2) en millions de TEP.
(3) les règles institutionnelles veulent que le FMI et la BM siègent sur le territoire du pays membre détenant le plus de voix. Si l'Europe devient un pays unique...leurs sièges vont devoir s'y transporter.

Méchant, mais pas bête

"Le grand méchant bêtisier", de Jérôme Duhamel, m'a été offert à Noël. Ce n'est pas le genre de livre que j'achèterais. Je l'ai feuilleté. Je me suis pris au jeu. Oh, 5 % à peine retiennent l'intérêt.

Voici quelques *"bêtises"* sans ordre préétabli :

— *"Y a-t-il liberté dans un pays où l'on compte 500.000 chômeurs ?".*

Mitterrand, le ... 8 mai 1968.

*

— *"La France ne comptera pas deux millions de chômeurs. Je m'y engage !".*

Mitterrand, Campagne présidentielle 1981.

*

— *"La France n'a absolument pas l'intention de recourir à la force contre l'Irak. La guerre du Golfe sera résolue par la voie diplomatique".*

Rocard, le 4 septembre 1990.

*

— *"Si je lui demandais de creuser dans la nuit un tunnel entre mon domicile du quai de Béthune et Matignon, il le ferait, et le matin me demanderait pourquoi".*

De Chirac, Pompidou.

*

— *"En France, la gauche trahit l'Etat et la droite trahit la Nation".*

De Gaulle, 1957.

*

— *"Les généraux, au fond, me détestent. Je le leur rends bien. Tous des cons".*

De Gaulle.

*

— *"Chez moi, tout est dans les mollets, il n'y a jamais rien eu en haut".*

Bigeard, 1985.

*

Et pour terminer, deux textes à méditer en 1992 :

" Si vous désirez la sympathie des masses, vous devez leur dire les choses les plus stupides et les plus crues".

Hitler dans *"Mein kampf"*

*

"Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir... Entre Hitler et le pouvoir, une barrière infranchissable est dressée. Et cet échec définitif du racisme est, par excellence, la victoire de la social-démocratie".

Léon Blum - le Populaire, 8 novembre 1932.

Moins de trois mois plus tard - exactement le 30 janvier 1933 - Hitler devenait maître de l'Allemagne. Nos *"éléphants"* du PS et Mitterrand pourront méditer.

A. Prime

bloc-notes

associations

G.L.E.D
Groupe Liègeois pour l'Economie Distributive
a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles Hansez
463O MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive
11, rue St Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN
Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L.Gilot
12/59 rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE COURANT
syndical et politique
4 rue des Iris
52100 SAINT DIZIER

*

Llason Action COntre la FAim
4 sq. Nouveau Belleville,
75020 PARIS

revues

TRANSVERSALES
Sciences-culture
29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*

COMBAT NATURE
Revues des associations écologistes et de défense de l'environnement
BP 3046
24750 PERIGUEUX

*

L'HOMME LIBRE
BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE
11, rue du Monnel
7500 TOURNAY Belgique

*

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

AGIR ICI
pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative de recherche créditiste
5, passage Fontaine del Saulx
59800 LILLE

Les Conférences-Débats

"Défense de l'homme"

Lundi 17 février 1992 à 19 h. 30

"Etatisation du fanatisme religieux"
par Joseph Berny et Clotilde Ellié

Salle de la Libre Pensée
10, rue des Fossés Saint Jacques
75005 Paris

La démocratie économique et sociale

Généralement les investissements des entreprises se font par l'autofinancement et les prêts bancaires dont les remboursements sont compris dans les frais généraux et inclus dans les prix de vente. Ce sont donc les consommateurs qui paient finalement les investissements, et l'autofinancement se fait aussi grâce à la limitation des salaires des employés des entreprises. Mais celles-ci, ayant réalisé leurs investissements au détriment des rémunérations salariales et aux frais des consommateurs, prétendent ensuite en être les seuls propriétaires, et s'opposent à toute participation des salariés-consommateurs à la gestion des entreprises. Or, logiquement, est propriétaire d'une chose celui qui la paie. La participation des salariés-consommateurs à la gestion des entreprises est donc légitime en droit.
De même, les services publics fonctionnent grâce aux impôts, taxes, charges sociales que paient les contribuables, administrés, usagers et consommateurs qui en sont donc propriétaires collectivement, le gouvernement n'en étant que le gérant. Si l'on veut moderniser, améliorer le fonctionnement des services publics et lutter contre les gaspillages multiples, il serait donc normal que dans chaque administration soient désignés des délégués du personnel qui siègeraient dans un comité de service, avec des représentants des administrés, usagers et consommateurs. Ce comité, présidé par le Chef de service, aurait à connaître tous les problèmes de fonctionnement, d'accueil du public et de simplification administrative et tout autre sujet qui pourrait relever de sa compétence. N'étant pas à une contradiction près, l'Etat a imposé aux entreprises privées ces délégués et comités, mais s'est bien gardé de les instaurer dans ses propres services.

Léon GILOT

*

La réunion du GATT à Genève

Une fois de plus, le problème des excédents céréaliers vient empoisonner le débat entre Américains et Européens. L'abondance n'a jamais fait bon ménage avec l'économie de marché. Il va bien falloir trouver autre chose pour s'en accommoder, pour en faire profiter la masse des consommateurs excédés de payer tribut au profit.

Henri MULLER

Chômage

Les actions menées en vue de résorber ou même de stabiliser le chômage sont proprement ridicules : formation, stages, apprentissage, sont certes utiles, mais nettement insuffisants, on n'arrivera ainsi qu'à intégrer quelques centaines de jeunes dans les rares secteurs demandeurs, alors que les grandes entreprises "dégraissent" par dizaines de milliers de façon continue.
Le seul remède serait de décréter la semaine de travail de 30 heures, sinon 28, et en même temps, de supprimer l'allocation chômage ; bien entendu, cette mesure devrait être appliquée dans toute l'Europe, puisque maintenant Europe il y a, donc plus d'arguments de rentabilité et surtout de compétitivité, restent les Etats-Unis et le Japon, en cas de réticence à nous suivre, fermons nos frontières à leurs produits le temps qu'il faudra. Cette mesure, pour laquelle il faudrait un autre "estomac" que celui de nos "socialistes" finirait par être admise par tous les pays, car le problème est partout le même : le travail humain diminue sans cesse à cause du progrès : mécanisation, robots, informatique...A-t-on assez dénigré la pléthore de personnel dans les rouages des pays de l'Est où, au moins, tout le monde vivait, même si c'était modestement, allez voir maintenant en RDA et en Russie bientôt. Alors n'adhérons pas à cette morale socio-économique idiote qui a cours, laissons tomber ces notions de profit, rentabilité, compétitivité, quotations boursières... éventrons une fois pour toute le "mur d'argent"…!

Si nous continuons le système actuel, nous allons au désordre absolu : les actifs, ceux qui ont encore une place, devront bientôt nourrir le même nombre de chômeurs, l'atmosphère sociale n'en sera que plus empoisonnée, nous serons à la merci d'une horde de désœuvrés, sans ressources ou presque, génératrice d'une délinquance accrue, qui déjà s'attaque à tout : banques, commerces, hôtels, passants, vous trouvez ça drôle ? Je ne préconise pas encore l'Economie Distributive, mais puisque nous cherchons des transitions, ce serait tout de même un pas dans cette direction, non plus je ne prêche pas pour la G.R., ses lecteurs sont déjà convaincus, alors à l'occasion de conversations, de réunions même de famille, faites lire et peut-être quelques yeux de plus s'ouvriront.

Henri BEVANÇON

Souscription permanente

Pour que vive la Grande Relève

Bossé 200 - Bourrely 30 - P. Dubal 190 - M. Bellet 80 - Mme Lahens 300 - P. Magre 40 - Mme Lachapelle 90 - G. Brissé 90 - J. Cornelio 280 - J. Emery 300 - R. Palier 380 - Ch. Bauny 30 - Gérin 60 - Mme Richard 380 - R. Coustillac 40 - Mme Picourlat 190 - B. Labbé 200 - H. Bevançon 1.000 - Anonyme 5.000 - Mme Deiro 180 - M. Dosset 130 - F. Jule 40 - Mme Curie 30 - R. Guichon 110 - Mle Brossard 180 - A. Nahoum 240 - M. Canetto 80 - M. Couton 200 - M. Ceccon 15 - Mme Buguet 30 - L.Poyet 100 - J. Kahn 150 - L. Tissot 30 - M. Schouker 30 - A. Meuraud 80 - Mme Guyot 80 - P. Gouvernel 180 - J. Hervé 80 - S. Sudreau 50 - H. Druel 80 - Mme Laudrain-Cerf 55 - J. Le Doré 140 - G. Chauvin 50 - R. Quicroit 90 - Mme Kopinski 130 - Y. Le Troter 730 - R. Lanchon 90 - Morilhat 90 - M. Gamet 90 - Mme Frete 60 - R. Saillard 80 - R. Murat 100 - F. Quillevere 140 - R. Raimbault 345 - Trigaud 380 - M. Delahaye 80 - J. Bourdette 95 - R. Savart 40. **Total 13.760 F.** *Grand merci à tous !*

Voici le témoignage d'un spécialiste, qui vient conforter nos propositions sur la monnaie, sans toutefois défendre le reste de nos propositions car il nous estime "utopistes" (ce n'est pas ce qui le rend original !…). Son raisonnement sur les intérêts monétaires n'en a pas moins de mérite. C'est pourquoi nous avons pensé que nos lecteurs accepteraient de faire le (gros) effort de le lire, malgré un style qui est, il faut bien le reconnaitre, celui de la plupart de ses semblables…

Et si l'on supprimait tous les intérêts monétaires ?

par Gilbert LASSERRE

"La condition juridique fondamentale du prêt est le dessaisissement".
Tirons les conséquences de ce rappel.

1. La monnaie primaire (monnaie de banque)

La Banque ne prête pas l'argent des autres, à l'inverse de l'ancien prêteur de deniers qui, lui, travaillait sur les espèces sonnantes et trébuchantes. Car, en ce temps là, la monnaie (matière) était duale : frappée sur support réel, elle ne pouvait circuler qu'avec son support (or ou vulgaire métal) que seuls les pouvoirs publics étaient habilités à authentifier. La Banque ne pouvait donc prêter qu'une monnaie préexistante, détenue en propre ou en dépôts.
Monnaie sur support : qui certifiait qui ? Lorsque le support était l'or, le signe monétaire frappé sur la pièce authentifiait celle-ci en nature et poids. C'était du troc intermédiaire, en filigrane duquel on trouvait la monnaie nue inscrite sur lui. Lorsqu'on a recouru à un vulgaire métal (l'or s'échappant de tous côtés de sa prison monétaire devant l'inflation), puis au papier, c'était le support inimitable qui authentifiait la monnaie, créance publique, un point c'est tout.
Même aux temps les plus reculés de la "monnaie-matière", toute la monnaie n'a jamais été que scripturale. Ce qui manquait au début était la confiance, seule capable de rendre publique la créance. La monnaie était donc contrainte de se présenter avec un tuteur qui l'authentifiait ou la confortait par sa propre valeur. Mais, matière ou papier, la seule monnaie était l'inscription chez l'Institut d'émission d'un dépôt en compte collectif (monnaies et billets en circulation), contre-partie au passif d'un stock d'or évalué à prix fixé par l'Etat (dont l'Etat fixait et s'appropriait la valeur lors des avances) : en transparence de l'or, il s'agissait toujours d'une créance sur l'Etat. Pièces et plus tard billets n'étaient que les instruments de mobilisation au porteur du dépôt collectif. La monnaie en circulation était alors pure et exclusive monnaie publique.

Les banques commerciales ont élargi le système aux prêts qu'elles se sont mises peu à peu à consentir, d'abord en passant par les espèces ou billets qu'elles obtenaient de l'Institut, soit par le réescompte, soit par avances directes que celui-ci leur consentait (elles étaient alors courtières ducroires en monnaie, placées entre l'Institut et le public) ; ensuite par inscriptions directes en dépôts, lorsqu'elles ont fini par devenir crédibles, ce qui leur a permis de pouvoir se passer de fournir des espèces ou billets, et de travailler par chèques ou virements de dépôts (créances) de clients confiants en leur solvabilité. Les dépôts des banques commerciales privées n'étaient - et ne sont toujours - rien d'autre que monnaie privée court-circuitant la monnaie publique (en laquelle le détenteur peut toujours convertir son dépôt).
Qu'on ne s'inquiète pas. De nos jours, seules les banques marginales (en voie de disparition) présentent un risque pour les déposants. En tous pays civilisés, les pouvoirs publics repêchent quasi-systématiquement les banques en détresse, émettrices de "monnaie privée tenant lieu de monnaie publique". Ce qui conduit à penser que l'Angleterre, par respect pour la Livre, sera certainement conduite à repêcher la sinistre BCCI saoudienne.
Au terme d'une lente maturation de la fonction bancaire et de la monnaie, nous en sommes arrivés aujourd'hui à la monnaie nue. Il ne s'agit de rien d'autre que de créance sur banque, en croupe de la créance de la banque sur son débiteur privé : au fond, d'une authentification de dette privée pour la rendre publique par substitution de débiteur. L'Institut, qui n'a plus aujourd'hui pour clients débiteurs "privés" que l'Etat et les Banques, est une banque comme les autres, seule habilitée toutefois à mobiliser ses dépôts en pièces ou en billets.

Dès lors, où est le prêt ? La banque ne prête, ni ses fonds propres (qui tiennent lieu de garantie de solvabilité), ni ses dépôts. Elle bat monnaie en circuit-court de l'Institut, en débitant le compte de l'emprunteur, et en créditant en contre-partie un compte de dépôt, toute la monnaie est dans une opération de porte-fort d'engagements privés qu'elle prend pour compte de la collectivité. Cela ne lui confère juridiquement qu'un droit à commission de risque de non-remboursement, commission sans commune mesure avec des taux d'intérêts démentiels, qui laissent aujourd'hui loin derrière les modiques pourcentages qu'elle prélevait encore il y a à peine trois ou quatre décennies.

(suite de la page précédente)

2. Les emprunts publics (monnaie de recyclage)

Pourquoi ces taux ? Nous trouvons réponse dans le lien étroit qui existe entre intérêts bancaires débiteurs et intérêts versés à l'ultra-capital monétaire que représente l'emprunt obligataire, qu'on met en compétition dans le cadre d'une lutte, on ne peut plus ambiguë contre l'inflation.
Or, les emprunts publics appellent, au sujet des intérêts, des réserves de même nature que celles que nous avons soulevées en matière de prêt bancaire (émission de monnaie primaire). S'agissant d'emprunts refinançables à vue sur un marché ouvert, sur lequel le prêteur peut récupérer ses billes, il n'y a pas véritablement dessaisissement au niveau du souscripteur, qui n'est en fait qu'un simple adhérent à un syndicat de porteurs tournants d'ultra-capital, instituant une cavalerie organisée, syndicat dans lequel l'ultra-capital trouve aliment à sa pérennité, les intérêts qu'il a réussi à faire entrer dans les mœurs modernes revêtant les allures d'un droit prioritaire à indexation. Si l'on considère la stature des emprunteurs, on peut conclure que les capitaux insufflés dans l'économie sont bel et bien monnaie de recyclage, le dessaisissement étant tourné par cavalerie, et la créance garantie par le standing contrôlé des emprunteurs, ayant qualité de créance publique.

Depuis environ deux décennies, les taux du court terme sont restés et restent un peu partout supérieurs à ceux du long terme. C'est apparemment illogique. On voudrait favoriser les porteurs d'ultra-capital à recycler au détriment de l'émission de la monnaie primaire de banque qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Dans un article du Monde du 13 juillet dernier, le professeur Maurice Allais, Prix Nobel d'Economie, déclare : *"les taux d'intérêts actuels sont justifiés"*. Nous répondons carrément non : ils sont meurtriers pour l'économie, qu'ils sacrifient à la pérennité de l'ultra-capital. Le principe même des intérêts n'est pas défendable...

G.L.

Avoir raison trop tôt

"Certains de nos contemporains ne comprendront jamais que le monde a changé : ils resteraient immobiles sous les décombres de l'univers. D'autres, ignorants ou indifférents, s'imaginent avoir le choix du régime économique qui leur plait. Si vous leur parlez d'économie distributive, ils vous considèrent comme un révolté, un anarchiste, un révolutionnaire. Les plus futés vous prennent pour un visionnaire ou pour un inventeur, c'est-à-dire pour un fou, car c'est un très grand tort d'avoir trop tôt raison."

Jacques DUBOIN

dans "L'économie distributive s'impose", paru en 1950

LE ROI DES FOUS

La terre s'est mise à tourner à l'envers.
Le monde est devenu un grand hôpital psychiatrique
Où les fous se promènent en liberté.
Chaque pays a élu son chef, le roi des fous.
Et pour ne pas que les rois s'ennuient
On leur a donné des jouets
Des petits soldats, des canons et des avions à réaction.
Et les rois des fous du monde entier
S'invitent entre eux au cours de petits goûters.
Ils comparent leurs jouets
"T'as vu mon sous-marin?"
"Et toi t'as vu mon canon comment y tire bien?"
Tous les soirs, ils jouent très tard, ils font la bombe
Ils poussent leurs petits soldats qui tombent sous les billes
Quand y'en a plus, ils les remplacent.
Parfois les rois des fous échangent leurs jouets
"J'te donne mon pétrole, mais toi tu m'donnes la bombe à neutrons!"
"D'accord, file-moi ton uranium et moi je te prêterai mes petits camions de soldats"
Et puis il y a des rois qui n'ont rien à échanger
Ils n'ont pas de jouets, même pas de quoi manger
A quatre heures, ils ont droit à un petit goûter
A partager en trois.
Ils vivent au tiers, c'est le tiers monde.
Ils trainent derrière eux, au bout d'une ficelle
Un lapin qui joue du tambour, et en les voyant passer
Les rois fous du monde entier leur jettent pour s'amuser
Des petits noyaux d'olives nucléaires.
Et puis de temps en temps, il arrive un docteur qui veut soigner les fous
On l'appelle Prix Nobel de la Paix,
On lui met une grosse médaille sur le coeur
Qui brille au soleil
Pour qu'on voit bien l'endroit où il faut tirer pour le tuer.

Et la vie continue,
Les rois des fous du monde entier s'entourent de débiles
Qu'ils choisissent eux-mêmes.
Le premier débile, le débile des finances, le débile des armées.
Çà s'appelle un gouvernement.

Et dans le monde entier, les débiles donnent des conseils aux rois des fous
Pour gouverner les cons.
Et les cons, cherchez pas, c'est toujours nous,
Mais si les cons du monde entier voulaient s'donner la main
On obligerait les fous à ranger leurs jouets
Leurs avions, leurs chars et leurs canons
Et nous pourrions enfin nous promener en paix
Dans les jardins de la terre
Qui sont si jolis quand on n'y fait pas la guerre.

R. MAGDANE

Après un banquier, c'est un philosophe que nous accueillons et à qui nous donnons la parole :

Repères pour un autre monde

par Gérald DITTMAR

Dire ce que nous pensons, faire ce que nous voulons, vivre enfin le bonheur. Voici pour l'essentiel décrite la ligne de notre action.

Réunir celles et ceux qui se ressemblent autour d'une pensée du réel sur les questions de notre temps, puisque la finalité de toutes idées sociales pour refondre la société est d'assurer la satisfaction des désirs de tous, voilà notre objectif. Que la vie et le naturel reviennent, que les choses reprennent du sens, qu'à nouveau nous puissions nous regrouper, nous voir, faire des choses ensemble, quelle belle histoire ! Ce que nous proposons : une dynamique de la réalité, de nouvelles configurations sociales, une autre représentation du monde que celle conformément admise. Nous sentons bien que la société est reformable, qu'elle est à saisir, qu'elle est à changer. L'anachronisme n'est-il pas dans ces idées du passé, conservatrices, fermées au changement, conformes, arrêtées dans le temps, fixées ? Il faudra bien qu'un jour les femmes et les hommes sachent ce qu'ils font et ne fassent que ce qu'ils veulent faire. Une fois faite la critique formelle des clichés (partis, institutions, pouvoir, état, économie, droit, politique, idéologie, valeurs, etc...), il reste à définir et à dégager de nouvelles formes sociales, de l'enthousiasme, des savoir-vivre et des dynamiques du réel pour donner au monde une conscience à sa naturelle dimension, puisque les théories économiques, politiques et religieuses en vigueur dont devenues obsolètes et ne reflètent pas dans leurs intentions les désirs et les frustations qui montent de la société. Dès lors les objectifs ont été clairement définis : penser notre Histoire à partir d'une sensibilité et d'une objectivité nouvelles pour comprendre exactement les raisons du désarroi social.

Ce que le monde montre de lui est dérangeant et désagréable. Ce que nous voyons du monde nous choque. Nous pouvons affirmer sans craindre de nous tromper, qu'à moins d'une décision universelle de développement et d'entraide visant à préserver et à sauver ce qui peut encore l'être, l'humanité prend le risque, non seulement de ne plus en avoir le temps, mais aussi de connaitre des situations à régler de plus en plus compliquées.

L'éclatement social auquel nous assistons entraine le système à ne pouvoir garantir qu'une partie définie de la population, l'autre partie, hétérogène, étant renvoyée à elle-même et à la résolution des problèmes quotidiens. L'institution conforme n'est plus de mise, elle s'est échouée, et le temps est maintenant venu des réformes profondes, décisives et non conformes. L'accumulation des divergences d'intérêts a conduit peu à peu au blocage du système politique et à sa faillite, faute d'avoir entrepris les réformes nécessaires et utiles en son temps. Il y a déliquescence de l'autorité représentative. Les mécanismes politico-économiques réels et leurs résultantes échappent à toutes mesures formelles. Cette partition sociale s'est produite, elle n'était pas fatale, conséquence d'une ambiance conforme. Il n'existe plus de fonctionnalité sociale, de mise en forme à priori. Dans une société vivante, les hiérarchies se différencient, d'autres compétences arrivent et marquent ainsi la fin de la décomposition sociale.

Faisant face à la montée des forces de l'irrationnel, au désintérêt pour le monde, au retour de l'obscurantisme, à la généralisation du cynisme, aux discours doctrinaires, à la banalisation de la folie et de l'ennui, aux pensées du vide, aux désirs inconscients d'anéantissement et aux manifestations nihilistes, confrontés ailleurs à ceux qui ne croient plus en rien, ni aux idées, ni en eux-mêmes, à un monde vide et insensé, il ne reste plus aux survivants de la raison que l'impérative nécessité de l'intuition de l'opposition catégorique et totale au déferlement de haine, de fanatisme et de destruction qu'il est aisé d'appréhender.

En conséquence, le choix de s'opposer aux manifestations d'assujettissement des consciences et à toutes les tentatives d'axiomatisation des différentes catégories sociales sera, pour ces résistants, le signe de ressemblance et d'unité au rassemblement d'une sensibilité du réel de cette nouvelle conscience du temps.

Il n'est, en effet, pas de doute possible à toutes celles et à tous ceux qui ont décidé d'agir pour que le cours du monde cesse d'être le monde des faux-semblants, de l'irresponsabilité, de l'inculture, de l'inconscience, de l'immaturité, de l'infantilisme, de la niaiserie et de l'hypocrisie.

De ce monde délétère nous ne voulons plus, car nous préférons un monde passionné à un monde stéréotypé, fabriqué et conforme, où toutes les valeurs sont inversées et à priori. C'est donc sur les fondements mêmes du système social actuel que nous porterons l'essentiel de nos réflexions afin de montrer qu'il est réellement possible de vivre autrement notre présence au monde.

C'est clair, nous rêvons d'un autre monde, d'un autre quotidien, à d'autres comportements et attitudes, à d'autres contacts et relations non pas basés sur la contradiction, mais sur le désir et le goût. Nous rêvons de justice, de sincérité, d'amour, de fraternité, d'humanité, de liberté, d'amitié, mais nous savons bien que tous ne partagent pas le même rêve. Nous sommes donc sans illusion et lucide.

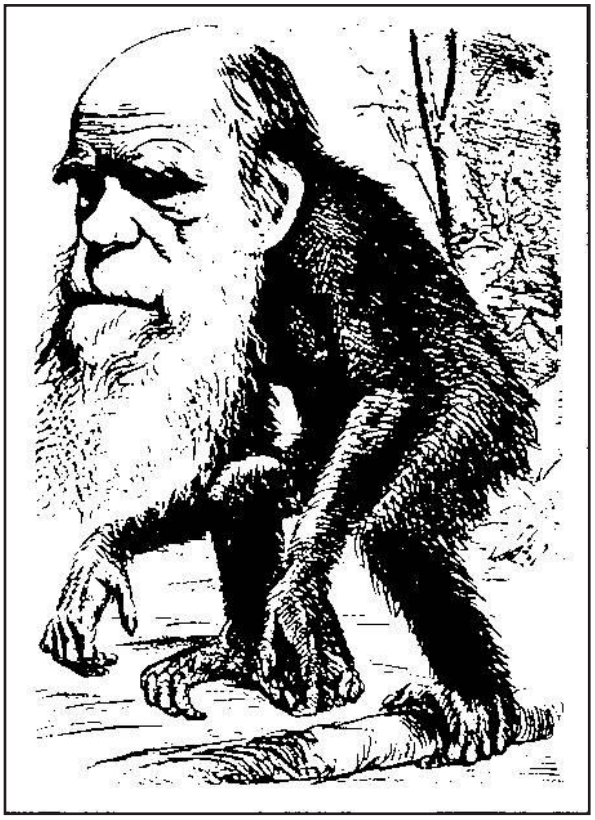
Nous pensons que les discours doctrinaires, religieux, culturalistes divisent l'humanité plus qu'ils ne l'unissent en la plongeant dans des affrontements néfastes et fraticides. Nous disons que le monde pourrait être différent si l'organisation du travail était conforme aux seules nécessités des besoins réels de l'humanité et qu'en conséquence, il est inutile,

(suite page suivante)

Fossiles et Utopistes

Les *"utopistes"* ne sont pas ceux qui ont la simple lucidité d'imaginer des théories ou des mondes possibles à partir d'une analyse sérieuse des données du présent. Souvent, *"l'utopie"* d'aujourd'hui est la réalité de demain, qu'il s'agisse de l'Histoire ou de la Science. Ceux qui nous traitent d'utopistes ont la même cécité que ceux qui caricaturaient hier Darwin. Les thèses de l'Economie Distributive ont la même rigueur scientifique que la théorie de Darwin. *"De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle"* (1859) et *"Nous faisons fausse route"* de Jacques Duboin (1931) : même débat, même combat.
Les précurseurs ont toujours tort... au début et même pendant un certain temps. Nous avons maints exemples pour faire comprendre à tous les détracteurs que les vrais utopistes sont ceux qui s'accrochent à un régime qui ne secrète plus que le malheur : en réalité, ce sont des fossiles.

A.P.



The Hornet publiait en 1871 cette caricature de Darwin en l'intitulant "Un vénérable orang-outan" et en ajoutant qu'il avait falsifié l'histoire de l'apparition de la vie sur la terre.

une fois encore, de recomposer le paysage terrestre en termes de frontières à partir de présupposés ultranationalistes.
Comme nous l'avons déjà dit, les races n'existent pas : il y a l'espèce humaine, point.
Tout ce qui peut se dire d'autre n'est qu'illusion, ignorance, fausses croyances et supercherie. Nos axes de lutte sont simples, au nom d'un idéal humain, bien sûr, nous nous battrons contre les maux de l'humanité et ceux qui détruisent la vie et son espérance de joie, de bonheur, de plaisir d'être, contre la misère et l'ignorance, pour le savoir, le droit pour chacun à l'éducation, à l'instruction, à la formation et à la dignité, contre les gourous et les simulacres.
Dans cette conception du monde, le système actuel continue de générer les formes d'exploitation les plus éhontées de tous les temps, dans son fonctionnement aveugle et délibéré, il affame, détruit, enchaîne et tue. Chaque jour, des milliers d'enfants continuent de mourir de faim, à cause d'un système économique pervers, chaque jour des enfants, des femmes, des hommes meurent victimes de conflits guerriers, issus d'une autre époque, d'un autre âge, d'un temps barbare, chaque jour des milliers d'adolescents sont livrés à l'abandon social, à des pseudo-formations intellectuelles.
Face à ces survivances du passé, quelles sont celles et ceux qui réagissent pour s'opposer à cet état de choses?
L'indifférence, la fuite, l'égoïsme, le désintérêt, le désinvestissement, la désolidarisation, le mensonge, l'occultation sont le plus souvent les réponses manifestes. On feint de ne pas savoir, on ne veut pas savoir, on détourne le regard, on n'entend pas, on parle d'autres choses, de rien.
Il n'est certes pas possible de faire avec ceux qui ne veulent rien, pour notre part nous voulons changer cela, notre détermination est totale et nous changerons le cours de l'Histoire avec toutes celles et tous ceux qui voudront s'unir pour donner raison à l'humanité.

G. D.

Prise de conscience

Finances, armées et religions
sont aux services des mauvaises causes :
elles sont au service du veau d'or !
Il en ressort cette conclusion :
sans un changement monétaire,
sans un chang'ement de pensée
sans prise de conscience permanente
aucune organisation
ne sera capable de construire
une réelle économie
enfin digne de porter ce nom
pour rendre vie à l'humanité !

Albert CHANTRAINE

Rareté et abondance

par René MARLIN

Le système capitaliste ne peut fonctionner correctement que dans la rareté. Tout le monde le sait, mais c'est une idée refoulée sur laquelle les économistes classiques insistent peu. Il en est de même, par exemple, de la montée inéluctable du chômage créé par l'automatisation de la production ou du scandale de la misère dans l'abondance, même à l'intérieur des pays riches.

Le changement d'ère

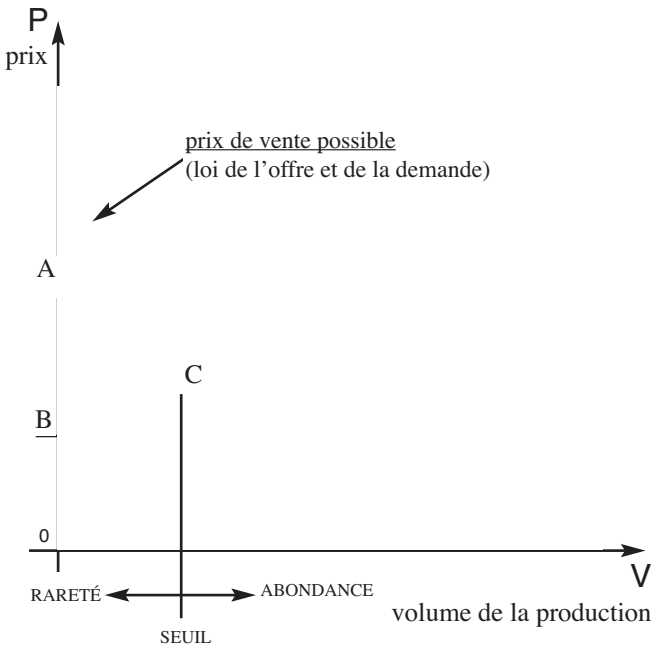
Dès les années trente, après le grand krach financier dont le fond fut atteint le *"jeudi noir"* 24 octobre 1929, Jacques Duboin affirmait que les pays industrialisés étaient passés de l'ère de la rareté à l'ère de l'abondance. Il fonda le *"Droit au Travail dans l'Abondance"* (DTA) devenu en 1945 Mouvement Français de l'Abondance (MFA). Il avait rédigé en 1944 un ouvrage qui porte le même titre que cet article. Il n'était pas encore question de commande numérique, mais déjà la Grande Relève de l'homme par les machines était en marche. Elle n'a fait que s'accélérer et, après les secteurs primaire et secondaire, touche maintenant le tertiaire et même le quaternaire (1). L'accélération qui prend une allure exponentielle est reconnue par de nombreux auteurs dont Jacques Robin qui en a fait l'objet de son ouvrage *"Changer d'ère"* (2). Cet auteur a d'ailleurs donné, fin 1991, sous les auspices du Centre Galilée, une conférence intitulée *"Les grandes mutations actuelles et leur défi"*. Au cours de cet exposé, il a distingué quatre mutations : la mutation technologique, la mutation écologique et démographique, la mutation socio-culturelle et la transformation dans les rapports Nord-Sud. Il situe le changement d'ère au cours des années 80-90. Il est vrai que les récentes innovations citées sont caractérisées par une demande énergétique et un emploi de matières premières relativement faibles et qu'elles modifient en profondeur la nature du travail humain.

Comme Jacques Robin pratique une analyse du système proche de la nôtre, nous n'entrerons pas en discussion avec lui sur la date de la mutation : 1930 ou 1980, en vérité peu importe à l'échelle des siècles.

Mais il nous est quelquefois reproché de parler d'abondance sans bien préciser ce que nous entendons par là, tentons en plutôt une définition rigoureuse, puisque mathématique.

Analogie physique

Certains d'entre nous se souviendront de Mariotte, physicien français (1620-1684) comme l'auteur de la loi qui porte son nom. Très peu savent probablement que les anglo-saxons attribuent cette découverte à Boyle (1627-1691) qui aurait, parait-il, énoncé le premier en 1622, c'est-à-dire 14 ans avant le Français, le fameux principe. Nous laisserons aux épistémologues et aux historiens des sciences le soin de procéder à la recherche de paternité pour rappeler que, étant donné une masse de gaz M, la pression et le volume varient en sens inverse ; ce qui s'écrit : P.V = constante et se traduit (voir figure) par la courbe en trait continu. Cette courbe est une hyperbole équilatère, c'est-à-dire que les deux branches extrêmes ont pour asymptotes (4) les axes



des abcisses et des ordonnées.

Nous ne sommes pas aussi loin de notre sujet que le lecteur pourrait le croire, car si nous remplaçons le P de pression par celui de prix (en francs ou en écus) et le V de volume occupé par celui de volume de la production, nous pouvons énoncer une autre loi : celle de l'offre et de la demande. Loi universelle, elle aussi, puisque pour une masse monétaire M donnée, le prix de vente possible varie en fonction inverse du volume de la production. C'est donc la même courbe qui peut être utilisée. Aux prix élevés des œuvres de maîtres qui sont uniques s'oppose la quasi-gratuité (relative dans certains cas) de l'air que nous respirons par exemple. Les autres prix s'étagent le long du tracé en fonction des quantités offertes sur le marché (5).

Traçons maintenant sur le même graphique, la courbe représentative du coût de revient d'un produit courant agricole ou industriel. Le prix de revient à l'unité se situe, par exemple, en un point A (6). La production en masse permet une économie d'échelle jusqu'en B par exemple et le coût élevé des équipements fait ensuite remonter la courbe représentative en traits interrompus sur la figure.

Définition du seuil

Comme le prix de vente possible d'un produit très abondant tend vers zéro, les deux courbes se coupent obligatoirement en un point C, seuil à partir duquel le coût de revient considéré excède le prix de vente possible. Ce point définit un seuil à partir duquel le système capitaliste classique ne peut plus fonctionner.

En effet, l'écart entre les deux courbes, positif à gauche de la figure, devient négatif. Or, la différence mesure le

bénéfice ou profit qui permet au commerçant et au producteur de vivre. Mais surtout, c'est le profit qui génère l'amortissement des équipements existants et les investissements en machines et en travail, afin d'assurer la production future. Voilà une démonstration qui nous semble indiscutable du blocage du régime.

Bien entendu, un certain nombre de stratagèmes permettent aux maîtres du régime des prix-salaires-profits de le maintenir en vie artificiellement. Ils sont connus, à commencer par les manipulations de la masse monétaire : création de monnaie par les Etats et surtout par les banques, crédit, prêts, inflation, etc... Mais aussi tous les artifices, tels que limitations de productions, quotas, gel des terres, destructions, dénaturation, stockages, ententes sur les prix, cartels, trusts, monopoles, prix imposés, produits éphémères, publicité, gadgets, "assainissement" et "organisation" des marchés, subventions diverses aux différentes étapes de la production ou de la commercialisation, etc... Enfin, la construction et la vente des armes a pour avantage essentiel de distribuer du pouvoir d'achat à tous ceux qui y participent sans accroître l'abondance offerte.

Conséquences

De ce graphique, un certain nombre de conséquences peuvent être déduites :

- Dans les pays occidentaux, des secteurs entiers de l'activité économoque ne peuvent subsister que par des subterfuges : c'est le cas de l'agriculture et des transports en commun, principalement dans les grandes villes, par exemple. Leurs conditions de marche les placent à la droite du point C. Le niveau de cours mondiaux interdit à la plupart des agriculteurs de vivre de leurs produits (7). De même, les difficultés de circulation dues à la prolifération automobile et le faible niveau possible des tarifs de transports publics routiers ne permettent pas aux entreprises d'équilibrer leurs budgets. Plus de 70 % des revenus agricoles français, nous l'avons déjà dit, proviennent de fonds publics : Etat ou communauté européenne. Les prix payés par les Parisiens pour leurs déplacements en autobus ou en métro ne couvrent que 35 à 40 % environ du coût d'exploitation.

Ces activités étant considérées, à juste titre, comme vitales, les collectivités locales ou nationales intéressées sont obligées d'intervenir afin de combler les différences, les unes le font en subventionnant les individus, c'est le cas aux Etats-Unis, bien que l'on prétende hypocritement le contraire, les autres en soutenant les cours, comme en France.

- La nature des courbes du graphique est telle que le point C est très fluctuant. Les études de marché réalisées, avant le lancement d'une fabrication, sont très aléatoires. La décision est difficile, d'autant que d'autres paramètres aussi incertains (cours des changes et en particulier du dollar, changements de mode, concurrences éventuelles, découvertes nouvelles, etc...) interviennent. Le métier de chef d'entreprise est à hauts risques. L'intervention de l'Etat, pourtant honnie doctrinalement, est alors sollicitée.

- L'économie, elle-même, est duale, c'est-à-dire qu'il existe un domaine, celui de la rareté telle que définie ci-dessus, où les règles capitalistes sont applicables et un autre où elles ne peuvent pas l'être. Celui-ci couvre ce que l'on peut appeler l'économie mixte. L'Etat vient ou ne vient pas au secours des sociétés qui ne peuvent pas survivre. C'est selon la mode du moment, l'intérêt électoral des élus, la faculté de mobilisation des citoyens salariés en cause, ce qui s'inscrit, en général, dans le cadre de la privatisation des bénéfices et de la nationalisation des pertes.

Pour avoir voulu ignorer ces réalités, Reagan et Thatcher, notamment, ont laissé leurs entreprises publiques et leurs déshérités dans un état de dénuement dramatique. Le système économique est donc redistributif par nécessité et toutes les mesures de transition vers une économie plus distributive, que nous pouvons envisager, le seront aussi tant que le passage n'aura pas été réalisé entièrement.

- Ces propositions transitoires, qui ont déjà fait l'objet d'études parues dans ce mensuel (8) et sur lesquelles nous reviendrons, devront certainement prendre en compte, dans un premier temps, le caractère double du système économique. Les entreprises seraient alors partagées entre celles qui travailleraient en secteur concurrentiel et celles qui seraient officiellement en secteur déjà socialisé. Il y aurait deux monnaies : la monnaie capitaliste circulante d'une part, et le prototype de monnaie distributive non thésaurisable, émise en fonction de la production et éventuellement personnalisée : la monnaie verte, d'autre part.

Mais en attendant, il est indéniable que le libéralisme, la libre concurrence, le libre marché et la libre entreprise ne peuvent pas fonctionner comme le prétendent les économistes et les hommes politiques capitalistes. Faute d'un autre contrepoids possible, il faut bien que les institutions légifèrent. Répétons cet adage du Père Lacordaire (9) : *"Entre le faible et le fort, c'est la loi qui protège et la liberté qui opprime"*.

—-

(1) Qui pourrait être constitué par le domaine des nouvelles techniques de communication : informatique, bureautique, robotique, intelligence artificielle, etc...

(2) Editions du Seuil 1989.

(3) 29, place du marché St-Honoré 75001 Paris.

(4) Elles s'en rapprochent de plus en plus sans jamais les atteindre.

(5) Remarque importante : les deux courbes sont à la fois valables, pour un marché d'ensemble, un secteur particulier : agricole, industriel ou autre, un produit spécial : blé, vin, automobiles, etc… Elles ne peuvent donc pas être quantifiées. Il faudrait tracer un graphique pour chaque application. Mais les caractéristiques essentielles en seraient les mêmes et le raisonnement général resterait valable dans chaque cas.

(6) Et encore ne fait-on pas intervenir, en général, dans ce coût celui de la recherche, la formation initiale des chercheurs, ingénieurs, ouvriers, etc… dont la charge est supportée en grande partie par l'Etat, c'est-à-dire les contribuables.

(7) Même s'il conviendrait de faire la différence entre les gros industriels des céréales et les petits exploitants artisanaux, différence qui est passée sous silence par les gouvernants et les grands syndicalistes agricoles, on devine pourquoi.

(8) Voir notamment "L'étape décisive" GR n° 907.

(9) Dominicain français 1802-1861.

"Si les idées de l'économie distributive ne semblent pas se concrétiser rapidement comme le souhaitent les adeptes, bien que certains signes soient prometteurs, en revanche les transformations politiques et économiques qui touchent le monde industriel (éclatement du bloc soviétique, formation de l'Europe) paraissent dans un premier temps favoriser l'expansion du capitalisme. Cependant, faute d'équilibre régulateur, dans un deuxième temps, il est fort probable que les excès du libéralisme économique dévoilent à tous les défauts de ce système : chômage en augmentation, injustices, dégradations de l'environnement, misère accrue des non-solvables... C'est pourquoi les idées de l'économie distributive ont besoin d'être diffusées avec toujours autant de persévérance malgré des moments de découragement, car celles-ci font leur chemin dans les esprits en apportant des solutions là où le capitalisme révèle ses failles. Et puis, qui peut savoir si le monde capitaliste, demain, ne connaitra pas la même décrépitude que "l'empire stalinien" aujourd'hui. N'enregistre-t-il pas déjà quelques signes d'essoufflement ?
Je vous remercie ainsi que tous les rédacteurs pour la qualité et l'intérêt des articles du journal."

A.L., Yerres

***

"Vous avez demandé de répondre à un questionnaire. Le contrat civique me rappelle le règlement de la Communauté Barblu.
Le revenu global était partagé par foyer en tenant compte de l'activité professionnelle, des services rendus à la Communauté ou en dehors d'elle, de la moralité de chaque membre.
Le montant du revenu familial tenait compte du travail professionnel et de sa qualité, de même pour la femme au foyer et les enfants, la contribution à la bonne convivialité, la moralité, le respect des engagements religieux, syndicaux, politiques ou autres de quelque nature qu'ils soient.
La répartition du revenu global était calculée pour chaque foyer en fonction de la note que s'attribuent tant les adultes que les enfants.
Pour la satisfaction de tous, pendant la période où la Communauté était relativement réduite, composée de personnes loyales, tout a bien fonctionné.
Quand le cercle s'est agrandi, bien que les nouveaux venus aient été motivés au départ, quelques perturbateurs sont arrivés à ce que la Communauté ait été contrainte de se dissoudre.
Si on pouvait en douter, cette expérience démontre que le revenu civique ne peut être applicable que dans une société hautement morale. Ce qui, aujourd'hui, n'est pas le cas.
Pourquoi les revenus resteraient-ils secrets ? Ne font-ils pas partie intégrante de l'économie ?
Si le revenu civique était viable et suffisant, il contribuerait à l'acceptation du système économique actuel par ceux qui en sont et resteront les victimes.
Ecrire et informer, c'est bien. Agir est plus constructif.
Ce n'est que par l'action que les idées se concrétisent. C'est le système économique, lui-même, qu'il faut réformer par étapes et ne point accepter de mesure qui le concerve."

M.L., Hyères

Réponse : Nous n'avons pas été en mesure de voir ce que cette communauté a de commun avec le contrat civique. Il n'est pas question pour nous de calculer les revenus en fonction d'une note attribuée a posteriori, et il n'est pas question de moralité. Enfin ignorant tout de cette obscure communauté, nous ne sommes pas en mesure de dire si c'est le partage du revenu qui l'a fait échouer.
Nous regrettons beaucoup le refus de notre ami de répondre clairement aux questions posées et de réfléchir simplement avec nous aux moyens de transition. Mais s'il pense que l'action qu'il a entreprise pour présenter des candidats aux prochaines élections l'en dispense, nous ne pouvons que lui souhaiter de réussir.

***

"Ces quelques lignes pour vous féliciter et vous remercier de vos écrits abondancistes. Je pense à la "Grande Relève", aux ouvrages de Jacques Duboin, mais aussi aux "Affranchis de l'an 2000", le magnifique ouvrage de M.L. Duboin que je viens de terminer.
Les thèses abondancistes avancent très lentement (les résistances du milieu sont très fortes et multiples) mais je crois qu'elles cristalliseront dans le futur. Maintenez le flambeau."

A.M., Caderousse

***

"Dans un article de la G.R. de novembre "Un peu d'objectivité, Messieurs", A. Prime cite Jean Denis Bredin : "C'en est fini des dictatures, de celles du moins que leur idéologie rendait infréquentables."
Si je comprends bien, seules les dictatures communistes étaient "infréquentables". Par contre, celles des Pinochet, Duvallier, Marcos, celles des roitelets d'Afrique, celles des dictateurs d'Amérique Latine, parce qu'elles défendaient l'ordre établi des riches sur les multitudes de pauvres, sont ou étaient "fréquentables". De la part d'un Académicien, radical de gauche, qui se veut relativement objectif par ailleurs, cette réflexion est éloquente.
Elle ramène à ce que disait le Cardinal des pauvres d'Amérique Latine, Don Camara : "Quand je soulage la misère des pauvres, on dit que je suis un saint, quand j'essaie d'en expliquer les causes, on dit que je suis communiste."

N.M., Saint-Maur

Réponse : Le capitalisme, c'est bien connu, n'avait qu'un ennemi véritable : le communisme. La misère sous dictature dans les pays pauvres est le cadet de ses soucis, la police, l'armée veillent au maintien de l'ordre.

A.P.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX ème siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence " est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, " la grande relève " des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs ,** alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde où l'on dépense plus de 10 millions de francs ***chaque minute*** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

l'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, celà n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE** : **la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir,** celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une produc-tion croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.